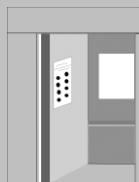


**Institut agro  
26 boulevard du Docteur Petitjean  
BP 87999  
21079 DIJON Cedex**

**Institut agro  
2 Place Pierre Viala  
34060 Montpellier Cedex**



## **MARCHE D'ENTRETIEN ET DE TRAVAUX APPAREILS ELEVATEURS**

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) TRAVAUX**

## SOMMAIRE

1.	Objet du marché – Dispositions générales .....	4
1.1.	Procédures de consultations .....	4
1.2.	Modalité de reconduction du marché .....	5
1.3.	Modification du marché .....	5
1.4.	Durée du marché .....	5
1.5.	Décomposition par tranche .....	6
1.6.	Décomposition par lot .....	6
1.7.	Ordre de service et bons de commande .....	6
1.8.	Suivi de Travaux .....	6
2.	Pièces constitutives du marché .....	7
2.1.	Pièces particulières .....	7
2.2.	Pièces générales .....	7
2.3.	Ordre de préséance des pièces et modification du marché .....	7
2.4.	Modifications du marché .....	8
2.5.	Fournitures et documents du marché .....	8
2.5.1.	Pièces fournies par INSTITUT AGRO. ....	8
2.5.2.	Pièces fournies par le TITULAIRE .....	8
2.6.	Mesures particulières « Sécurité et Hygiène » .....	8
2.6.1.	Mesures préventives .....	8
2.6.2.	Amiante .....	9
2.6.3.	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé .....	9
2.7.	Responsabilité .....	10
2.8.	Dommages aux tiers .....	10
2.9.	Assurances .....	10
2.9.1.	Justification .....	10
2.10.	Règlement des Conflits .....	11
2.11.	Litiges .....	11
2.12.	Cas de force majeure .....	11
2.13.	Cas de faute grave .....	11
2.14.	Enregistrement et timbres .....	12
3.	Prix – Variation des prix- Règlement des comptes .....	13
3.1.	Rémunération de l'entreprise .....	13
3.2.	Règlement des situations .....	13
3.3.	Répartition des paiements .....	13
3.4.	Tranches conditionnelles .....	13
3.5.	Prix du marché .....	13
3.6.	Mois d'établissement du marché .....	14
3.7.	Variation dans les prix .....	14
3.8.	Modalités de règlement des comptes .....	14
3.9.	Paiement des co-traitants et des sous-traitants .....	15

3.10.	Modification de la masse des travaux .....	16
3.11.	Délai d'exécution.....	16
3.11.1.	Délais d'exécution des travaux .....	16
3.11.2.	Prolongation des délais d'exécution.....	17
3.11.3.	Intempéries .....	17
4.	Pénalités .....	18
4.1.	Pénalités pour retard d'intervention .....	18
4.2.	Pénalités pour non-respect du délai d'exécution .....	18
4.3.	Pénalités pour non remise de documents.....	18
4.4.	Pénalités pour sous-traitance occulte .....	19
4.5.	Pénalités pour faute grave .....	19
5.	Clauses de financement et de sureté .....	19
5.1.	Retenue de garantie .....	19
5.2.	Avance.....	19
6.	Provenance - Qualité - Contrôle des matériaux .....	19
6.1.	Provenance des matériaux et produits .....	19
6.2.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits ...	20
6.3.	Implantation des ouvrages.....	20
7.	Exécution des travaux.....	20
7.1.	Accès aux immeubles et machineries.....	20
7.2.	Affichage.....	20
7.3.	Exécution des travaux .....	20
7.4.	Immobilisation.....	21
8.	Sécurité.....	21
9.	Etat d'avancement .....	22
9.1.	Contrôle en cours d'exécution .....	22
9.1.1.	Mise jour de la base de données de INSTITUT AGRO .....	22
9.1.2.	Dossier des installations (DOE et DIUO).....	22
9.2.	Contrôle et réception .....	23
9.2.1.	Essais et contrôles des installations après travaux .....	23
9.2.2.	Réception .....	23
9.2.3.	Documents contractuels .....	24
9.2.4.	Délai de garantie de parfait achèvement et Délai de garantie de bon fonctionnement	24
10.	Résiliations exceptionnelles .....	24
11.	Dérogation aux textes généraux .....	25

ANNEXE 1 AU PRESENT C.C.P. TRAVAUX : Descriptif des travaux

## 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières Travaux s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

**Maintenance et travaux de modernisation  
des appareils élévateurs**

**Institut agro  
26 boulevard du Docteur Petitjean  
BP 87999  
21079 DIJON Cedex**

**Institut agro  
2 Place Pierre Viala  
34060 Montpellier Cedex**

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) Travaux et dans les documents qui lui sont annexés.

Le lieu de domicile du TITULAIRE, ainsi que le lieu et le numéro de téléphone où il pourra être appelée par INSTITUT AGRO pour l'exécution des services sont précisés dans l'Acte d'Engagement et sur le livret d'entretien en machinerie.

### 1.1. Procédures de consultations

Appel d'offres ouvert suivant les dispositions des articles R. 2124-1, R.2161-2 à 4 et R.2361-11 à 12 du Code de la Commande Publique

Accord-cadre mono attributaire à bons de commandes conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à 6 et R.2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique conclu sans minima ni maxima de commandes en valeur ou en quantités.

Le marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé.

Le démarrage de certaines prestations par voie d'ordre de service pourra intervenir dans un délai supérieur à six mois à compter de la date de notification du marché. Le titulaire devra donc se conformer aux prescriptions de ces ordres de service et ne pourra pas recourir aux dispositions prévues à l'article 3.8.3 – 2ème alinéa du CCAG.

Les prestations seront réalisées au fur et à mesure des besoins et formalisées par voie ordre de service, de bons de commande ou d'engagements (articles R.2371-2 et R. 2371-4 à 9 du Code de la Commande Publique) sur la base des bordereaux de prix.

Le présent marché à bons de commande est conclu sans engagement minimum ni maximum en valeur ou en quantité.

Aucun minimum de commandes n'est garanti par INSTITUT AGRO.

## 1.2. Modalité de reconduction du marché

Le marché prendra effet à la date de notification pour une durée d'un an. Il pourra ensuite être reconduit trois fois un an.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois par décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur prendra la décision de reconduire ou non le marché au minimum 3 (trois) mois avant chaque date d'échéance. Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la décision prise par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non - reconduction, aucune indemnité ne sera versée à l'entreprise ou au groupement titulaire.

## 1.3. Modification du marché

Le marché pourra faire l'objet d'une modification acceptée par les parties aux contrats dans les conditions fixées à l'article R. 2393-3 et 4 du Code de la Commande Publique .

Le marché pourra faire l'objet d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence selon les conditions fixées aux articles L. 2123-1 à 4 et R. 2322-11 du Code de la Commande Publique .

## 1.4. Durée du marché

La date d'effet du marché est fixée au **1<sup>er</sup> janvier 2026 à 0h00**. Il se terminera au plus tard le **31 DECEMBRE 2029 à 24h00**.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois par décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Le marché est conclu pour une durée de **4 ans**. A l'issue de cette période aucune reconduction n'est prévue.

En fin de marché, les installations devront être rendues par le TITULAIRE, en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté. Un état des lieux sera dressé contradictoirement avant la date d'expiration du marché. Les réserves émises à cette occasion et non levées à la date d'expiration du marché, le seront par le nouveau prestataire aux frais du sortant. En cas de contestation, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article 2.10 du présent C.C.T.P. Travaux.

## 1.5. Décomposition par tranche

Le marché est constitué d'une seule tranche ferme.

## 1.6. Décomposition par lot

Les prestations définies à l'article 1 font l'objet de lots géographiques

- Lot 1 = L'Institut Agro Dijon - 15 équipements sur Dijon (21)
- Lot 2 = L'Institut Agro Dijon - 1 équipement sur Lempdes (63)
- Lot 3 = L'Institut Agro Montpellier - 24 équipements sur Montpellier (34)
- Lot 4 = L'Institut Agro Montpellier - 3 équipements sur Florac (48)

La liste, les adresses et les caractéristiques des appareils élévateurs sont indiquées en Annexe 1 du C.C.T.P. Maintenance.

La liste des travaux à réaliser est indiquée pour chaque appareil en Annexe 4 de l'Acte d'Engagement.

Le descriptif par type de travaux est indiqué en Annexe 1 du C.C.T.P. Travaux.

## 1.7. Ordre de service et bons de commande

Accord cadre à bon de commande.

Il est fait application des articles 3.7 et 3.8 du CCAG fournitures courantes et services.

Chaque bon de commande ou Ordre de service précise :

- la référence du marché,
- la référence du devis s'il y a lieu,
- le numéro de commande,
- Le groupe (immeuble), le numéro du bâtiment
- le détail des prestations à effectuer,
- les quantités,
- le lieu de livraison,
- la date de livraison ou le délai d'exécution,
- les prix HT et TTC de la commande.

Seuls les bons de commandes et Ordres de services émis avant la fin du marché pourront être exécutés.

## 1.8. Suivi de Travaux

Le suivi de travaux sera assuré par INSTITUT AGRO ou tout organisme qu'elle pourra missionner.

## **2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **2.1. Pièces particulières**

Voir Chapitre 2 du C.C.P. Maintenance.

### **2.2. Pièces générales**

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 2.1.5 et 3.1.7 ;
- Le Décret 2016-360 du 25 Mars 2016 et l'Ordonnance 2015-899 du 23 Juillet 2015 ;
- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales, cahiers des Charges et Règles de calcul des documents Techniques Unifiés (DTU) établis par le CSTB, énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du ministre de l'Économie, des finances et de la privatisation ;
- Les avis Techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (Arrêté du 19 janvier 2009 – NOR ELEM0816423A) ;
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF, du CSTB, et du C.E.B.T.P, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n°84.74 du 26 Janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation, les Cahiers des Clauses Techniques des DTU concernant l'objet du marché ;
- Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation édictées par le décret n° 69-596 du 14 Juin 1969 et les arrêtés d'application ainsi que la réglementation sur les économies d'énergie publiée et en vigueur le mois précédent la date d'Acte d'Engagement ;
- Les avis Techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les documents techniques COPREC et norme NFP 82-212 ou 312 relatifs aux essais et vérifications de fonctionnement effectués par le TITULAIRE ;
- Le règlement sanitaire départemental et le règlement sanitaire municipal ;
- Les arrêtés préfectoraux et les arrêtés municipaux particuliers ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) applicable pour les marchés privés de travaux, en vigueur à la signature du marché.

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction ou de différences, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci avant.

Le TITULAIRE doit avoir pris connaissance de l'ensemble des descriptifs. Il ne pourra être fait état d'une omission ou d'une erreur pour justifier de supplément.

### **2.3. Ordre de préséance des pièces et modification du marché**

Les pièces constitutives des marchés prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

## **2.4. Modifications du marché**

Après sa notification, le marché ne peut être modifié que par avenant entre les parties contractantes. Il est précisé que les pièces établies après la notification ne constituent pas une modification du marché, mais un complément à celui-ci.

## **2.5. Fournitures et documents du marché**

### **2.5.1. Pièces fournies par INSTITUT AGRO.**

INSTITUT AGRO fournit au TITULAIRE, en un exemplaire l'ensemble des pièces du marché aux fins de nantissement éventuel de ses créances.

### **2.5.2. Pièces fournies par le TITULAIRE.**

Le TITULAIRE fournit le mémoire correspondant à l'article 1.2.1 ci-dessus, les pièces mentionnées aux articles 1.2.1 faisant partie du marché. Il fournit tous les documents correspondant aux articles 2.7.2, 2.7.5 et 2.8.3. du présent CCP.

## **2.6. Mesures particulières « Sécurité et Hygiène »**

### **2.6.1. Mesures préventives**

Le TITULAIRE doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre de sécurité propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation dans les communs et les déplacements à l'intérieur des logements.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale de INSTITUT AGRO.

Les zones de stockage devront être définies, par le TITULAIRE, durant la phase de préparation du chantier et soumises à l'approbation de INSTITUT AGRO.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène sont à la charge du TITULAIRE.

Le TITULAIRE doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Il a la charge du nettoyage et de l'évacuation quotidienne de ses propres déblais. Le TITULAIRE a la charge du nettoyage permanent, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Le TITULAIRE doit respecter les consignes et les normes en vigueur concernant le tri, le transport et le traitement des déchets.

- Les objets métalliques et les divers gravats (béton, carrelage, plâtre...) seront évacués par le TITULAIRE et déposés sur un site spécialisé.



- Les dégâts provoqués aux véhicules chargés du transport des ordures ménagères si des déchets devaient être jetés dans les poubelles seront à la charge du TITULAIRE.
- Les huiles usagées, les solvants chimiques et les produits toxiques ou dangereux seront stockés, évacués et recyclés conformément à la législation (huile de treuil, solvants de nettoyage, chiffons souillés, ...) le TITULAIRE transmettra le Bordereau de Suivi de Déchets
- En cas de découverte d'un matériau susceptible de contenir de l'amiante, le TITULAIRE en avertira INSTITUT AGRO.

Dans le cas où les dispositions ci-dessus ne seraient pas respectées quotidiennement, INSTITUT AGRO pourra prendre toutes dispositions pour faire, à tout moment, nettoyer le chantier, au frais du TITULAIRE.

### **2.6.2. Amiante**

Le TITULAIRE est invité à s'informer de la présence éventuelle d'amiante sur le patrimoine, afin de prendre les mesures nécessaires à la protection de son personnel en cas d'intervention en SS4.

Le coût de ces mesures sera compris dans les prix remis par le TITULAIRE au BPU et ne pourra faire l'objet d'une facturation complémentaire.

INSTITUT AGRO fera réaliser un Repérage Amiante Avant Travaux avant l'intervention de l'entreprise.

### **2.6.3. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

En cas de sous-traitance et / ou de coactivité sur un site de travaux donné, la coordination « Sécurité et Protection de la Santé » sera portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage. Il se chargera de conclure un contrat avec un Coordinateur SPS agréé, suite à la demande du TITULAIRE et avant toute intervention.

Dans ce cas, le Coordinateur SPS missionné établira un Plan Général de Coordination ou une notice de sécurité, conformément au décret n° 2003-68 du 25 janvier 2003 et l'arrêté du 25 février 2003.

## **2.7. Responsabilité**

Le titulaire ou les entrepreneurs groupés solidaires, seront responsables de tous les accidents et dommages qui, par leur fait ou par manque de précautions, pourraient arriver aux personnes et aux choses. Il est expressément spécifié que le pouvoir adjudicateur, ses agents et représentants sont entièrement dégagés de toute responsabilité à cet égard.

Le titulaire ou les entrepreneurs groupés solidaires devront exercer la plus grande surveillance, se soumettre à tous les règlements en vigueur et aux ordres qui pourraient leur être donnés par l'Administration ou mandataire au point de vue de la sécurité publique, le tout sans indemnité, attendu que les prix sont établis en tenant compte implicitement de tous faux-frais et dépenses occasionnés par les mesures dont il s'agit.

## **2.8. Dommages aux tiers**

Le titulaire du marché garantit le pouvoir adjudicateur, son mandataire, ses représentants et son personnel, pour la totalité des dommages de toute nature, causés aux tiers et à leurs biens, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant.

Cette garantie s'applique également aux dommages causés par le fait ou la négligence des sous-traitants du titulaire.

Le titulaire renonce à exercer contre le pouvoir adjudicateur, son mandataire, ses représentants et son personnel, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation à ce sujet.

Par ailleurs, la réception et l'admission de prestations ni le solde financier du marché ne font obstacle à l'appel en garantie du titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur, en cas de recours des tiers intentés contre ce dernier relatifs à la réparation des dommages provoqués par la préparation et/ou l'exécution des prestations imputables au titulaire et/ou à ses sous-traitants.

De même, la réception et l'admission de prestations ni le solde financier du marché ne font obstacle à l'engagement d'une action récursoire contre le titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur, si ce dernier est condamné à indemniser des tiers en raison de dommages consécutifs à la préparation et/ou à l'exécution des prestations imputables au titulaire et/ou à ses sous-traitants.

Le bénéfice des dispositions énoncées ci-dessus est étendu au profit de INSTITUT AGRO en sa qualité de propriétaire ou détenteur de biens avoisinant le chantier en cause.

## **2.9. Assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur, du ou des représentants du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

### **2.9.1. Justification**

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les Articles 1792 et 2270 du Code Civil.

## 2.10. Règlement des Conflits

En cas de contestation relative à l'application et à l'interprétation du présent contrat, les parties rechercheront une solution amiable se réservant le droit de porter en dernier ressort, le différent devant le Tribunal du Commerce compétent.

## 2.11. Litiges

Tous litiges survenant lors de l'application du présent marché et qui ne pourraient être réglés à l'amiable entre les parties, le seront par voie d'expertise.

L'expert sera désigné d'un commun accord et proposera son arbitrage dans les 20 jours suivant sa mission.

Dans le cas où l'une des parties contesterait le résultat de l'expertise, la juridiction compétente pour trancher en dernier ressort, sera le Tribunal de Grande Instance compétent, saisi dans les huit jours suivant la remise du rapport de l'expert, sur l'initiative de la partie qui serait en désaccord avec ses conclusions.

Faute de saisie du tribunal dans ce délai, le rapport de l'expert est réputé avoir recueilli l'agrément des parties.

## 2.12. Cas de force majeure

Il est convenu que sont assimilés aux cas de force majeure, non seulement les faits de guerre, grève, incendie, etc., mais de façon générale, tous les faits ou événements impossibles à prévoir et mettant le TITULAIRE dans l'impossibilité absolue d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou d'éviter le dommage qui s'en produit.

Dans tous ces cas de suspension, le TITULAIRE et INSTITUT AGRO recherchent en commun toutes les mesures à prendre, tant pour la sauvegarde des installations, que pour la poursuite des interventions même partielles.

## 2.13. Cas de faute grave

INSTITUT AGRO se réserve la possibilité de prononcer unilatéralement, et sans qu'il soit besoin de recourir à la juridiction compétente, la résolution du présent contrat, aux torts et risques de l'entreprise en cas de faute grave commise par celle-ci dans l'inexécution de ses obligations contractuelles et notamment dans les cas suivants :

- Carence du TITULAIRE à assurer le fonctionnement correct des installations qui lui sont confiées et la sécurité des usagers ;
- Non-respect des prescriptions techniques définies au présent marché ;
- Détérioration constatée à l'encontre de bâtiment et de ses installations, notamment suite à un mauvais entretien ;
- La décision de résolution sera précédée d'une mise en demeure de s'exécuter dans un délai d'un mois adressée au TITULAIRE par INSTITUT AGRO, par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité vis à vis du TITULAIRE. Par ailleurs, les pénalités prévues dans le présent C.C.P. Travaux resteront applicables ;
- Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

## **2.14. Enregistrement et timbres**

S'il y a lieu, les frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge de la partie contractante qui aura rendu cette formalité nécessaire.

### **3. PRIX – VARIATION DES PRIX- REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3.1. Rémunération de l'entreprise**

Les travaux objet du présent marché seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) TITULAIRE(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

#### **3.2. Règlement des situations**

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

#### **3.3. Répartition des paiements**

Le marché indique ce qui doit être payé au TITULAIRE et à ses sous-traitants ou au TITULAIRE mandataire, à ses co-traitants et leurs sous-traitants. Si le marché ne fixe pas la répartition des sommes à payer au TITULAIRE et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé à l'article 12 du C.C.A.G.-FCS.

#### **3.4. Tranches conditionnelles**

Sans objet

#### **3.5. Prix du marché**

En tout état de cause, toutes les prestations hors contrat devront faire l'objet d'un accord préalable de INSTITUT AGRO sur présentation d'un devis détaillé.

Les montants des sommes versées au TITULAIRE sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir notamment avant la remise de son acte d'engagement :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de dessertes en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre etc. ;

- pris connaissance des périodes d'exécution des ouvrages ;
- apprécié les difficultés inhérentes aux travaux réalisés en site occupé, en présence des locataires, recherches de clés, accès aux gaines techniques si besoin. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions nécessaires pour les travaux à réaliser. Il ne pourra être attribué de supplément du fait de difficultés rencontrées dans certains immeubles ou de problèmes relationnels avec les locataires.

Sauf indication contraire au C.C.P. Travaux, tous les prix sont forfaitaires.

Le prix global est détaillé au moyen d'une décomposition jointe au marché (Annexes 3 et 4 à l'Acte d'Engagement). Ces annexes 3 et 4 indiquent pour chaque nature ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant.

Le TITULAIRE supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations.

### 3.6. Mois d'établissement du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

### 3.7. Variation dans les prix

La révision interviendra au moment de l'établissement de l'ordre de service.

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$PT = PTo \times (0,15 + 0,85 \times BT48/BT48o)$$

Formule dans laquelle :

**PT** : Prix Travaux révisé (€ HT)

**PTo** : Prix Travaux de base (€ HT) du contrat

**BT48** : Dernière valeur connue à la date de l'émission de l'ordre de service de l'Index National Bâtiment « Ascenseur »

**BT48o** : Valeur du même paramètre au mois de remise des offres

### 3.8. Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés à INSTITUT AGRO étant précisé que la prestation peut être réglée par décompte provisoire dont la périodicité ne peut être inférieure à un mois, selon l'avancement de la prestation.

Chaque décompte provisoire fera obligatoirement apparaître, par équipement :

- Les références du marché,
- L'adresse des équipements où ont eu lieu réellement une prestation,
- Un récapitulatif des sommes versées avec indication des sommes dues aux variations économiques, équipement par équipement,
- Le montant total auquel prétend le TITULAIRE au titre des travaux exécutés, les prestations complémentaires ou en moins étant précisément détaillées, les primes et pénalités indiquées, le montant de la T.V.A., de la retenue de garantie,

- Le montant du paiement demandé, celui-ci étant établi par la déduction entre le montant total cité au point précédent et les paiements demandés antérieurement.

Les décomptes provisoires n'ont pas de caractère définitif, ils sont soumis à l'approbation de INSTITUT AGRO dans les conditions suivantes :

- En cas de désaccord sur un décompte provisoire, INSTITUT AGRO suspend le paiement et en avise le TITULAIRE dans un délai qui ne peut excéder 15 jours en indiquant les raisons de son désaccord,
- Le TITULAIRE a alors 15 jours pour adresser ses justifications,
- INSTITUT AGRO dispose de 15 jours pour accepter ou refuser les justifications du TITULAIRE, les sommes non contestées étant réglées conformément au présent C.C.P. Travaux, la date de fourniture des justifications étant prise comme date de départ pour le calcul des délais de paiement, le solde étant réglé après accord des parties.

Les décomptes définitifs des travaux exécutés sont soumis à l'approbation de INSTITUT AGRO dans les conditions suivantes :

- En cas de désaccord sur un décompte final, INSTITUT AGRO suspend le paiement et en avise le TITULAIRE dans un délai qui ne peut excéder 30 jours en indiquant les raisons de son désaccord ou les rectifications qu'il envisage d'apporter au décompte,
- Le TITULAIRE a alors 15 jours pour adresser ses justifications,
- INSTITUT AGRO dispose de 15 jours pour accepter ou refuser les justifications du TITULAIRE, les sommes non contestées étant réglées conformément au présent C.C.P. Travaux, la date de fourniture des justifications étant prise comme date de départ pour le calcul des délais de paiement, le solde étant réglé après accord des parties, ou à défaut, après l'intervention d'un expert en application de l'article 1.7 et 1.8 du présent C.C.P. Travaux.

### **3.9. Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

Aucun sous-traitant ne sera admis sans l'accord préalable et écrit de INSTITUT AGRO et cela durant toute la durée du marché.

Après accord de ce dernier, les dispositions prévues par la loi n° 75.1334 du 31/12/75 seront obligatoirement respectées.

Désignation des sous-traitants en cours de marché : Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils sont constatés par un avenant ou acte spécial signé par INSTITUT AGRO et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un co-traitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - les modalités de calcul et de versements des avances et des acomptes ;
  - la date ou le mois d'établissement des prix ;
  - les modalités de mise à jour de révision des prix ;
  - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
  - si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer et dans ce cas une délégation de paiement devra être annexée.

Le co-traitant ou le sous-traitant (qu'il soit désigné indifféremment par l'acte d'engagement ou par acte spécial), devra établir une situation qui sera envoyée pour signature au TITULAIRE du marché, et pour information à INSTITUT AGRO.

La signature du TITULAIRE du marché vaut acceptation du montant d'acompte ou de solde à payer directement au co-traitant ou au sous-traitant.

La signature ne peut porter que sur des postes mentionnés dans le sous-traité par acte spécial ou acte d'engagement. Le montant de celle-ci tient compte d'une éventuelle actualisation des prix et inclut la TVA.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier devra signer également la situation.

Cette situation sera ensuite transmise à INSTITUT AGRO.

Si l'entrepreneur principal n'a pas visé la demande de paiement dans un délai d'une semaine, il est réputé avoir accepté les pièces justificatives qu'il n'a pas expressément refusées, et le maître d'œuvre est alors autorisé à les produire à INSTITUT AGRO.

### **3.10. Modification de la masse des travaux**

INSTITUT AGRO se réserve le droit d'envisager la modification de la masse de travaux.

La masse de travaux pourra être modifiée en plus ou en moins sans limitation de pourcentage, sans que le TITULAIRE puisse prétendre à aucune indemnité.

### **3.11. Délai d'exécution**

Au mois d'octobre de chaque année, la liste des travaux de l'exercice suivant sera validée lors d'une réunion entre INSTITUT AGRO et le TITULAIRE.

L'entreprise aura jusqu'au 20 janvier délai de rigueur, pour la préparation des travaux (Relevés, études, schéma, validation technique) et présenter un planning d'intervention.

#### **3.11.1. Délais d'exécution des travaux**

Un premier Ordre de Service sera adressé par INSTITUT AGRO notifiant le calendrier d'exécution du programme annuel et la préparation des travaux (préparation, commande de matériel, ...). Celui-ci devra par conséquent, se tenir prêt à intervenir en fonction de la date et du délai fixés.

Un deuxième Ordre de Service sera adressé par INSTITUT AGRO notifiant le démarrage des travaux par rapport au délai global d'approvisionnement et d'exécution.

L'entreprise devra confirmer par courrier que le matériel est totalement approvisionné avant le démarrage des travaux.

Les travaux devront obligatoirement être achevés avant le 15 décembre de l'année considérée.

Les délais impartis englobent, l'approvisionnement, le repliement du matériel et le nettoyage des lieux. Ils englobent également les périodes de congés payés.



Le calendrier d'exécution indique le déroulement de l'exécution des prestations, et, s'il y a lieu, les délais partiels impartis. La période de préparation est incluse dans le délai contractuel.

Le TITULAIRE est tenu, pendant le cours du délai d'exécution de maintenir en atelier pour la fabrication et sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

### **3.11.2. Prolongation des délais d'exécution**

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, le TITULAIRE est tenu de signaler à INSTITUT AGRO, par lettre recommandée, dans un délai de 3 jours, toutes circonstances ou événements susceptibles de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant à INSTITUT AGRO de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

### **3.11.3. Intempéries**

Sans objet

## 4. PENALITES

Pour les pénalités, le présent C.C.P. Travaux déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-FCS. Les pénalités se cumulent et ne sont pas plafonnées.

### 4.1. Pénalités pour retard d'intervention

En cas de non-respect de la date de démarrage des travaux fixée dans l'Ordre de Service, il pourra être appliqué une **pénalité égale à 100 €** par appareil et par jour de retard, dimanches et jours fériés compris.

### 4.2. Pénalités pour non-respect du délai d'exécution

Si les délais d'exécution sont supérieurs à ceux stipulés sur l'Ordre de Service, imposant à INSTITUT AGRO un retard dans la mise en service de ses appareils, il pourra être appliqué une **pénalité égale à 100 €** par appareil et par jour de retard, dimanches et jours fériés compris.

### 4.3. Pénalités pour non remise de documents

Tout retard dans la remise des plannings pourra entraîner une **pénalité de 50 €** par jour calendaire de retard.

A l'achèvement des travaux, le TITULAIRE est tenu de fournir sous un délai de 3 semaines, en **trois** exemplaires (1 INSTITUT AGRO, 1 machinerie, 1 maître d'œuvre), un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sur support papier format A4 et sur support cd-rom au format PDF comportant :

1. Le dossier conforme à la norme P 82-210 - Annexe C - conformité portes palières, parachute
  2. Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
  3. Le descriptif complet du matériel constituant les ouvrages y compris les références du constructeur
  4. PV de réception des organes de sécurité (limiteur, parachute, serrures, etc...)
  5. Essais selon la norme NFP 82-212 ou 312 et consignés sur papier
  6. Un jeu de plans et coupes d'implantations de tout le matériel en machinerie et gaine
  7. Un jeu de schémas des circuits d'alimentation, de manœuvre et de sécurité. Sur ces schémas seront précisés les différents organes de commande et de sécurité
  8. Calcul des chutes de tension de la colonne palière
  9. Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres
  10. Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
  11. Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines
  12. Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage
- toutes informations complémentaires utiles à l'exploitation des installations.

Par ailleurs, l'exemplaire en machinerie sera rangé et protégé dans l'armoire de manœuvre, à la disposition des techniciens.

La non-remise de ce D.O.E. entraînera une **pénalité égale à 100 €** par appareil et par jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés compris.

#### **4.4. Pénalités pour sous-traitance occulte**

Une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée pour sous-traitance non déclarée ou non agréée par INSTITUT AGRO.

Si les formalités de déclaration et d'acceptation par INSTITUT AGRO de la sous-traitance n'ont pas été effectuées sous une semaine, le marché dans sa globalité pourra être résilié de plein droit et sans indemnité.

#### **4.5. Pénalités pour faute grave**

En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation possible, sans préavis du marché aux torts exclusifs du TITULAIRE, il sera appliqué une pénalité équivalente de **1 000 €** dans les cas suivants :

- portes palières laissées ouvertes en l'absence du technicien,
- accès terrasse et machinerie laissées ouverts en l'absence du technicien
- encombrement du chantier exposant les résidents à un risque d'accident,
- attitude et comportement des intervenants exposant les résidents à un risque d'accident

### **5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5.1. Retenue de garantie**

Une retenue de 5,00 % sera prélevée sur le montant de chaque commande payée au TITULAIRE. Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du TITULAIRE par une garantie à première demande. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le TITULAIRE remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le TITULAIRE perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

#### **5.2. Avance**

Aucune avance n'est accordée.

### **6. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE DES MATERIAUX**

#### **6.1. Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.P. Travaux fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au TITULAIRE ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

## **6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le C.C.P. Travaux précise les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives et quantitatives sur le chantier.

Le C.C.P. Travaux précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

La maîtrise d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le TITULAIRE, ils sont rémunérés sur justifications de dépenses ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par INSTITUT AGRO ;
- si ces essais et vérifications font apparaître des dysfonctionnements ou malfaçons sur les installations, l'entreprise ayant exécuté ces prestations aura à supporter ces frais.

Il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peuvent être admis que sur présentation par le TITULAIRE de l'avis technique du C.S.T.B. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, le TITULAIRE doit justifier de cet accord.

## **6.3. Implantation des ouvrages**

Le TITULAIRE est responsable de ses implantations. Il devra demander à INSTITUT AGRO tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour implanter ses ouvrages.

## **7. EXECUTION DES TRAVAUX**

### **7.1. Accès aux immeubles et machineries**

INSTITUT AGRO fournira en un exemplaire et contre reçu les clefs, télécommandes, badges, etc... d'entrées des immeubles, accès aux sous-sols, machineries et cadenas d'échelle.

Le TITULAIRE fera son affaire pour en équiper son personnel

### **7.2. Affichage**

Deux semaines avant le début des travaux, Le TITULAIRE en accord avec INSTITUT AGRO devra faire un affichage sur la porte palière du niveau principal de l'ascenseur concerné.

### **7.3. Exécution des travaux**

Les travaux doivent être effectués pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées du TITULAIRE du Marché de 8 heures à 18 heures.

En cas de modification des horaires de travail en cours de marché, le TITULAIRE devra le notifier à INSTITUT AGRO par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de retard supérieur à quatre semaines dans le début des travaux, l'Ordre de Service pourra être annulé par INSTITUT AGRO qui en informera le TITULAIRE par lettre recommandée avec AR.

Les travaux pourront être confiés à une autre entreprise. Si le TITULAIRE du marché exécute les travaux après avoir apposé son visa sur l'accusé de réception, INSTITUT AGRO sera en droit de refuser toute facturation.

## **7.4. Immobilisation**

Les immobilisations d'appareils élévateurs se feront porte cabine et palières fermées et verrouillées cabine à niveaux. L'alimentation générale et le circuit d'éclairage cabine seront coupés en machinerie, l'éclairage gaine éteint.

Toute immobilisation devra être signalée à l'attention des usagers par apposition de pancarte adhésive sur toutes les portes palières.

## **8. SECURITE**

Le TITULAIRE du Marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés suivant le décret 2008-1325 du 15 décembre 2008.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise et avoir une tenue réglementaire et adaptée au travail à réaliser conformément à la législation en vigueur. Le non-respect de ce point, sur simple constat du représentant de INSTITUT AGRO, entraînera sur-le-champ l'obligation de quitter le chantier. Un courrier sera adressé au responsable de l'entreprise l'informant de cette décision.

L'autorisation de poursuivre le chantier sera subordonnée au respect des obligations indiquées ci-dessus.

Le TITULAIRE est également responsable de la sécurité de son personnel.

En conséquence, tous les travaux permettant d'améliorer les conditions de travail des salariés de l'entreprise pourront être réalisés par cette dernière, à son initiative, mais avec l'accord de INSTITUT AGRO.

Néanmoins, il est précisé que tous les travaux comme définis ci-dessus, resteront à la charge du TITULAIRE et ne seront en aucun cas payés par INSTITUT AGRO.

En cas d'accident survenant sur toute personne, le TITULAIRE, ses co-traitants et ses sous-traitants éventuels, seront seuls et pleinement responsables vis à vis des victimes ainsi que du code du travail.

En aucun cas, INSTITUT AGRO ne pourra être appelé à la cause.

A la prise en charge des installations, si l'entreprise n'est pas TITULAIRE du marché d'entretien, elle réalisera l'étude de sécurité conformément au décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008. Le coût de cette prestation sera intégré dans l'offre de l'entreprise. La réalisation des travaux restera à initiative de INSTITUT AGRO.

Il devra également renouveler, à ses frais chaque fois que c'est nécessaire, l'étude de sécurité conforme au décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008.

Le TITULAIRE doit informer sans retard, le représentant de INSTITUT AGRO de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité tout en prenant immédiatement les mesures nécessaires à la prévention des accidents et dommages qui pourraient survenir.

Lors des travaux le personnel du TITULAIRE veillera à :

- rester en possession permanente de ses clés de déverrouillage ;
- garantir la sécurité des résidents lors des ouvertures de portes palières ;
- refermer les accès machinerie, les accès terrasse et les portes palières immédiatement après son passage ;
- immobiliser les appareils élévateurs portes cabine et palières fermées et verrouillées cabine à niveaux, alimentation générale et circuit d'éclairage cabine coupés en machinerie, éclairage gaine éteint.

Tout manquement à ces règles élémentaires de sécurité sera considéré comme faute grave.

## **9. ETAT D'AVANCEMENT**

Il n'est pas prévu de réunion de chantier régulière. En conséquence, le Titulaire devra communiquer chaque semaine au maître d'œuvre un point sur l'avancement des travaux.

A compter de la date de démarrage des travaux, le Titulaire enverra chaque lundi un document récapitulatif par poste et par appareil, l'état d'avancement par rapport au planning et les éventuelles difficultés rencontrées.

Ce document servira de référence au règlement des situations. A défaut de ses éléments, une pénalité selon l'article 2.3.3 sera applicable

### **9.1. Contrôle en cours d'exécution**

Le TITULAIRE a l'obligation à chaque demande de INSTITUT AGRO, d'être présent aux visites de contrôle de l'avancement et de la conformité des travaux exécutés.

Toutes les observations doivent être traitées sous 8 jours maximum à réception du compte-rendu de visite de contrôle de l'avancement et de la conformité des travaux exécutés.

#### **9.1.1. Mise jour de la base de données de INSTITUT AGRO**

Le TITULAIRE se doit de renseigner tous documents fournis par INSTITUT AGRO pour la mise à jour de sa base de données. Ces documents sont à retourner à INSTITUT AGRO dans un délai maximum de 15 jours.

#### **9.1.2. Dossier des installations (DOE et DIUO)**

A l'achèvement des travaux, le TITULAIRE est tenu de fournir sous un délai de 3 semaines, en **trois** exemplaires (1 INSTITUT AGRO, 1 machinerie, 1 maître d'œuvre), un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sur support papier format A4 et sur support cd-rom au format PDF comportant :

1. Le dossier conforme à la norme P 82-210 - Annexe C - conformité portes palières, parachute
  2. Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
  3. Le descriptif complet du matériel constituant les ouvrages y compris les références du constructeur
  4. PV de réception des organes de sécurité (limiteur, parachute, serrures, etc...)
  5. Essais selon la norme NFP 82-212 ou 312 et consignés sur papier
  6. Un jeu de plans et coupes d'implantations de tout le matériel en machinerie et gaine
  7. Un jeu de schémas des circuits d'alimentation, de manœuvre et de sécurité. Sur ces schémas seront précisés les différents organes de commande et de sécurité
  8. Calcul des chutes de tension de la colonne palière
  9. Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres
  10. Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
  11. Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines
  12. Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage
- toutes informations complémentaires utiles à l'exploitation des installations.

Par ailleurs, l'exemplaire en machinerie sera rangé et protégé dans l'armoire de manœuvre, à la disposition des techniciens.

## **9.2. Contrôle et réception**

### **9.2.1. Essais et contrôles des installations après travaux**

Les essais ou contrôles des installations prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou par le C.C.P. Travaux sont assurés par le TITULAIRE, conformément à la réglementation 2014/33 UE à la diligence et en présence à INSTITUT AGRO et/ou du Maître d'œuvre.

### **9.2.2. Réception**

Elle sera prononcée par INSTITUT AGRO ou éventuellement par son représentant, en présence du TITULAIRE. Concernant la réception, il est rappelé au TITULAIRE que la réception des travaux se fera à sa demande.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux commandés sur l'Ordre de Service et prend effet à la date de cet achèvement.

INSTITUT AGRO procède aux opérations préalables à la réception, le TITULAIRE ayant été convoqué. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les appareils considérés.

Le TITULAIRE reste responsable des installations jusqu'à la réception.

Les éventuelles réserves émises pour un parfait achèvement des travaux devront être levées dans un délai de 15 jours.

Dans le cas contraire, la retenue de 5% sera maintenue jusqu'à exécution complète des travaux à reprendre.

Toutefois, passé ce délai, INSTITUT AGRO se réserve le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par toute entreprise de son choix, au frais et risques et pour le compte de l'entreprise défaillante.

### **9.2.3. Documents contractuels**

A compter de la date de réception, le TITULAIRE devra remettre dans un délai de 15 jours, les documents suivants (cf. articles 2.3.3 et 2.7.5 du présent C.C.P. Travaux) :

- les documents et schémas permettant l'entretien et le dépannage des installations ;
- les outils nécessaires à l'entretien préventif et au dépannage ainsi que la notice d'utilisation ;
- l'attestation de conformité CE 95.16.

Pour la non-transmission, passé ce délai, une **pénalité de 150 €** par appareil et par jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés compris.

### **9.2.4. Délai de garantie de parfait achèvement et Délai de garantie de bon fonctionnement**

Le délai de garantie est de DEUX ANS pour l'ensemble des pièces et la Main d'Œuvre.

Pendant cette période, INSTITUT AGRO se réserve le droit de procéder à toutes vérifications concernant les installations qu'il jugera nécessaire.

Cette garantie engage le TITULAIRE pendant cette période à "l'obligation de parfait achèvement" telle que définie à l'article 28 du C.C.A.G.-FCS.

## **10. RESILIATIONS EXCEPTIONNELLES**

En cas de retard supérieur à quatre semaines dans le début des travaux, l'Ordre de Service pourra être annulé par INSTITUT AGRO qui en informera le TITULAIRE par lettre recommandée avec AR.

Les travaux pourront être confiés à une autre entreprise.

Si le TITULAIRE du marché exécute les travaux après avoir apposé son visa sur l'accusé de réception, INSTITUT AGRO sera en droit de refuser toutes facturations.

Si la somme des pénalités prévue selon l'article 2.3 du présent C.C.P. Travaux dépasse 3% du marché annuel global révisé, le marché pourra être résilié.

Dans ce dernier cas, c'est INSTITUT AGRO qui fixe arbitrairement et par écrit la durée du préavis.

Ces résiliations ne donneront lieu à aucune indemnité.

En fin de marché, les installations devront être rendues par le TITULAIRE en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

Un état des lieux pourra être dressé contradictoirement avant la date d'expiration du marché.

Les réserves émises à cette occasion, et non levées à la date d'expiration du marché le seront par la nouvelle entreprise aux frais du sortant.

En cas de contestation, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article 1.6 du présent C.C.P. Travaux.



## **11. DEROGATION AUX TEXTES GENERAUX**

Le chapitre 1 (dispositions générales) et le chapitre 3 (préparation de chantier, fourniture et installation d'équipements, rénovation d'équipements) dérogent ou complètent le C.C.A.G.-FCS (NOR : ECEM 0816423A – Arrêté du 19 janvier 2009) sur certains articles qui sont indiqués ci-dessous :

- L'article 2 du présent C.C.P. Travaux déroge à l'article 4 du C.C.A.G.-FCS en ce qui concerne les pièces constitutives du marché et leur ordre de priorité.
- L'article 1.4 et 2.1.10 du présent C.C.P. Travaux vient en complément de l'article 3.6 du C.C.A.G.-FCS (sous-traitance).
- L'article 1.6 du présent C.C.P. Travaux vient en complément de l'article 37 du C.C.A.G.-FCS (litiges).
- L'article 2.3 du présent C.C.P. Travaux déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-FCS (pénalités).
- L'article 2.1.9 du présent C.C.P. Travaux déroge à l'article 11 et 12 du C.C.A.G.-FCS (modalités de règlement).
- L'article 2.4.1 du présent C.C.P. Travaux déroge aux articles 10 et 11 du C.C.A.G.-FCS (Retenue de garantie).
- L'article 2.8.4 du présent C.C.P. Travaux complète l'article 23 du C.C.A.G. –FCS (Garanties).